Cahiers Africains de Rhétorique

ISSN 2790-6108 | E-ISSN 2790-6116

AVIS DE LICENCE / LICENCE NOTICE

Version accompagnée de cet avis : 3 octobre 2026

CC BY-NC-ND 4.0

Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification

Avec l'autorisation déclarée par la revue au nom des titulaires des droits, cette version est proposée sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International.

Vous pouvez partager le document, sans usage commercial, en citant les auteurs et la revue, en indiquant la source et en fournissant un lien vers la licence. Cette licence ne permet pas de diffuser une version modifiée du document.

Les autorisations valablement accordées lors des diffusions antérieures, notamment sous CC BY-NC 4.0, restent applicables et ne sont pas retirées par cet avis. Les mentions antérieures figurant dans les pages originales ci-après sont conservées à titre historique.

Les auteurs conservent leurs droits. Le contenu scientifique et la pagination des pages originales sont intégralement préservés.

ENGLISH

With the journal's stated authorization from the rights holders, this version is offered under CC BY-NC-ND 4.0. You may share it for noncommercial purposes, crediting the authors and journal and linking to the licence. Distribution of modified versions is not permitted under this licence.

Permissions already validly granted for earlier distributions, including under CC BY-NC 4.0, remain in force. This notice does not revoke them. Earlier licence statements in the following original pages are retained as historical information. The original scientific content and printed pagination are preserved.

Texte de la licence / Licence terms

https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

Cahiers Africains de Rhétorique(fr), African Rhetoric Notebooks(An) **Vol 3, N°02, 30 Décembre 2024, pp.258-274**
ISSN : 2790 -6108, EISSN : 2790-6116

Les radios de proximité et la question de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire[1]

Michelle TOPÉ GUEU
Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire
michelletope@yahoo.fr
miguelyapik2@yahoo.fr
https://orcid.org/0009-0009-6064-1401

Reçu :30/10/2024, **Acceptation :** 10/11/2024, **Publication :** 30/12/2024

Résumé : Après une violente crise post-électorale en 2010 qui a causé plus de 3 000 morts, selon le bilan officiel, la Côte d'Ivoire se remet des traumatismes de son histoire récente. Plus de dix ans après la guerre, les mécanismes de la vie publique continuent de se mettre en place progressivement dans un contexte de réconciliation nationale pénible rendu encore plus complexe avec le procès couplé à la Cour pénale Internationale de La Haye de l'ex-chef de l'Etat, Laurent Gbagbo et de son poulain, M. Charles Blé Goudé. Dans ce contexte social fragile, les médias, accusés autrefois d'avoir contribué à embraser le pays, sont sollicités cette fois-ci, pour participer à la reconstitution du tissu social. C'est notamment le cas des radios de proximité. Comment ces médias locaux contribuent-ils au renforcement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire ? Le présent article vise à analyser le rôle des médias de proximité dans la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire. L'étude documentaire et les entretiens individuels de quelques responsables de radios de proximité, ont permis de montrer le rôle important des radios de proximité dans la reconstitution du tissu social en Côte d'Ivoire. Les théories du *gatekeeping*, et d*'agenda setting* ont aidé à comprendre le pouvoir des radios de proximité dans les rapports sociaux en Côte d'Ivoire.

Mots-clés : radio de proximité, média, cohésion sociale, paix

[1] Comment citer cet article : TOPÉ GUEU M., (2024), «Les radios de proximité et la question de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire », Cahiers *Africains de Rhétorique*, Vol 3, n°2, pp.258-274

Cahiers Africains de Rhétorique(fr), Vol 3, N°02, 30 Décembre 2024, pp.258-274
African Rhetoric Notebooks(An)
ISSN : 2790 -6108, EISSN : 2790-6116

Community radio stations and the issue of social cohesion in Côte d'Ivoire

Abstract: After a violent post-electoral crisis in 2010 which caused more than 3,000 deaths, according to the official report, Côte d'Ivoire is recovering from the traumas of its recent history. More than ten years after the war, the mechanisms of public life continue to be put in place gradually in a context of painful national reconciliation made even more complex with the trial coupled with the International Criminal Court in The Hague of the former head of the State, Laurent Gbagbo and his foal, Mr. Charles Blé Goudé. In this fragile social context, the media, formerly accused of having contributed to setting the country ablaze, are now called upon to participate in the reconstruction of the social fabric. This is particularly the case for local radio stations. How do these local media contribute to strengthening social cohesion in Côte d'Ivoire? This article aims to analyze the role of community media in peacebuilding in Côte d'Ivoire. The documentary study and the individual interviews of some managers of local radios, made it possible to show the important role of local radios in the reconstitution of the social fabric in Côte d'Ivoire. Gatekeeping and agenda setting theories have helped to understand the power of local radios in social relations in Côte d'Ivoire.

Keywords: local radio, media, social cohesion, peace

Introduction

En Côte d'Ivoire, les périodes pré-électorale, électorale et post-électorale de 2010 ont été parsemées de violences tant physiques que verbales. Devenus ennemis, les adversaires politiques se sont attaqués ouvertement par presses interposées. (R. G. Blé, 2009, p. Ibitowa, 2017). Les médias, du moins, leurs médias, et les médias affiliés se sont illustrés comme des espaces publics exhibitionnistes d'idéologies empreintes de violence, révolte, crime, fanatisme religieux et de xénophobie.

> L'incitation à la révolte, à l'exclusion, à la violence et au crime apparaît en nombre et proportion importants chaque année. L'évolution du nombre de fautes à partir de 2000 est très rapide puisqu'il passe de 38 à 1500 en 5 ans, soit une croissance annuelle moyenne de 108,6%. En d'autres termes le nombre de fautes fait plus que doubler en moyenne d'une année à l'autre. (M. Zio, 2012, p.21).

En clair, les médias outrepassent leur rôle de relayeur d'informations pour devenir de vrais acteurs dans la crise ivoirienne. Les Unes sont guerrières et incitent à la révolte. Que dire des colonnes ? Elles sont tout aussi incendiaires. Les dérives et dérapages sont nombreux. Les journalistes multiplient les propos injurieux et diffamatoires à relent de violence. « Les colonnes des journaux sont transformées en cimetières. » (M. Zio, *Idem*, p. 32). Partant, la

responsabilité des médias dans la crise en Côte d'Ivoire est certaine selon de nombreux observateurs. Les professionnels des médias, notamment ceux de la presse imprimée, ont contribué à exacerber la tension et à déchirer le tissu social. Très vite, les attaques sortent du lit politique pour devenir militaires en 2010. Le bilan est lourd : plus de 3 000 morts annoncés, de source officielle. (FIDH, 2012) Les civils paient aussi un lourd tribut à la guerre.

Du point de vue social, la déchirure est palpable (FIDH, *Op.cit*.) Cependant, le Chef de l'Etat entrant, Alassane Ouattara met en place une commission pour une réconciliation nationale de tous les fils et filles du pays. Parallèlement, le volet Justice est aussi actionné. L'ancien Chef de l'Etat, Laurent Gbagbo, est conduit à la Cour Pénale Internationale (CPI), à la Haye. Son « bras séculier dans la jeunesse », Charles Blé Goudé l'y rejoint. Environ cinq (5) ans plus tard, ils sont acquittés par le Tribunal de cette cour. Un contexte social fragile dans lequel le rôle des médias et leur responsabilité fait débat avec acuité.

Accusés de faiseurs de guerre et de fauteurs de trouble (R. G. Blé, *Op.cit.*), les médias sont à nouveau sollicités mais, cette fois-ci, pour jouer le rôle contraire : participer à la reconstitution du tissu social et à la construction de la paix. Les radios de proximité se posent tout de suite comme le média phare pour atteindre cet objectif. Comment contribuent-ils au renforcement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire ? Le présent article vise donc à analyser le rôle des médias de proximité dans la consolidation de la paix dans un pays où celle-ci a été l'élément central de la politique du premier président, Félix Houphouët-Boigny. En tout état de cause, des hypothèses découlent de cette interrogation. Les radios de proximité participent à la construction de la paix sociale à travers leur grille de programme. En outre, la perception que leurs auditeurs s'en font renforce leur posture d'artisan de paix.

Les radios de proximité, appelées ailleurs radios locales ou encore radios communautaires, sont des moyens techniques de diffusion instantanée d'informations sur les ondes ou sur Internet en français et en langues locales. Ce sont des médias dont le rayonnement n'excède pas dix (10) kilomètres, tel que balisé par le cahier des charges se rapportant aux obligations générales de celles-ci, en son article 1. « Il faut entendre par radio de proximité, les radios dont le rayonnement n'excède pas dix (10) kilomètres » (Haute Autorité de Régulation de la Communication Audiovisuelle (https://www.haca.ci).

Selon la classification de la HACA, on dénombre cinq (5) groupes de radios en Côte d'Ivoire, à savoir : trois (3) radios de service public, une (1) radio institutionnelle, cinq (5) radios non nationales, cinq (5) radios

commerciales et cent soixante-dix-huit (178) radios non commerciales. Parmi ces radios non commerciales, l'on compte seize (16) radios confessionnelles, sept (7) radios écoles, sept (7) radios rurales et cent quarante-huit (148) radios de proximité. Le fonctionnement de ces radios de proximité est régulé par la HACA. Elles sont astreintes à observer les obligations générales contenues dans leur cahier des charges. Ainsi, ces radios ont pour mission de « concevoir leurs programmes dans le souci d'accompagner et de soutenir les initiatives et activités de développement socio-économique de la localité concernée en vue d'apporter à toutes les composantes sociales de la communauté, enrichissement culturel et divertissement ». (Cahier de charges des radios de proximité (https://www.haca.ci).

Pour avoir des informations sur le rôle des radios de proximité face au défi de la reconstitution du tissu social en Côte d'Ivoire, nous avons effectué une étude documentaire doublée d'entretiens individuels des responsables de radios de proximité. La présente recherche trouve des éléments scientifiques explicatifs au miroir de la théorie du *gatekeeping,* de l'agenda setting et de la théorie des médias chauds et froids de Mc Luhan (1964).

1- Ancrages théoriques et méthodologiques

1.1. Ancrages théoriques

1.1.1. Le gatekeeping

La théorie du *gatekeeping* ou théorie du sélectionneur, développée par D. M. White (1950), peut servir de cadre théorique pour mieux comprendre et expliquer le rôle des radios de proximité dans la reconstitution du tissu social en Côte d'Ivoire.

Le *Gatekeeping*, littéralement, garder le portail, met en exergue le pouvoir du journaliste quant à la sélection et au contrôle des faits à diffuser. En clair, le professionnel de l'information se pose comme un filtre. Ceci est d'autant plus vrai qu'il n'est pas possible de relayer toutes les informations en même temps sur un même support. Il faut nécessairement filtrer, contrôler, sélectionner les informations qu'on veut diffuser. Et ce, suivant des priorités qui imposent hiérarchisation. Par conséquent, les informations sont diffusées après la décision et le choix du journaliste, en fonction, non seulement de sa ligne éditoriale, de l'idéologie de ces derniers mais aussi de ses émotions. Plusieurs déterminants impactent donc le choix du journaliste. Même l'influence des sources dans la collecte des données est à prendre en compte.

> La sociologie des nouvelles nous apprend que l'action des journalistes est le produit d'un ensemble complexe de facteurs ; elle est déterminée à la fois par des forces externes (les structures sociales, les valeurs et

> les idéologies ambiantes dans une société et les intérêts des « fournisseurs » des ressources informationnelles, financières et techniques) et « internes » (les structures du système médiatique, les modes de fonctionnement des médias en tant qu'organisation, les pratiques et la culture journalistique). J. Charron, 1995, p. 95

Pour, White (1950), la décision de publier les faits revient au rédacteur en chef. Il explique que son choix est plutôt subordonné à des critères du subjectif quoique plusieurs contraintes ne sont pas à négliger. Il s'agit entre autres, des contraintes organisationnelles, de l'environnement informationnel, des contraintes budgétaires et temporels (temps disponible, retard) et des contraintes structurelles, à savoir, les formats de diffusion et de production du support.

La sélection et la hiérarchisation ainsi faites par le journaliste influencent le regard et l'attitude du récepteur. Cette explication confirme la thèse selon laquelle les médias ont un effet direct sur ses consommateurs (les médias constituent le quatrième pouvoir (A. Woodrow, A., 1988, p. 124). La théorie des effets directs des médias qui s'inscrit dans le courant béhavioriste le démontre bien. H. Lasswell (1948) utilise une métaphore pour bien rendre compte de cette réalité. Pour lui, les médias agissent comme une seringue dont le contenu pénètre absolument dans le corps de la personne sur qui elle est administrée. Autrement dit, les médias ont un effet immédiat sur la population. A l'image de la seringue, ils injectent des messages et des idées dans le subconscient de leurs consommateurs, considérés comme des « poupées passives », atomisés et vulnérables. Ce modèle appartient au courant béhavioriste et de l'école de Francfort qui atteste que le contenu des médias influence certainement ses récepteurs. Ainsi, manipulés par des instances idéologiques, les consommateurs sont démunis de moyens de résistance. (O. Voirol, 2010)

De ce fait, les récepteurs des radios de proximité dont le contenu des médias traite de paix vont amener les populations à cultiver la paix et la cohésion sociale. A l'inverse, les médias dont le contenu font l'apologie de la violence et la guerre va susciter la violence et la révolte dans le cœur et le comportement de ses auditeurs.

1.1.2. L'agenda setting

La théorie de *l'agenda setting* vient en complément à celle du *gatekeeping* pour comprendre la fonction des médias locaux dans la construction de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Pour M. Mc Combs et S. Donald (1972), les tenants de cette théorie, les préoccupations des citoyens sont structurées par les médias. A partir d'une analyse empirique réalisée

auprès des électeurs à l'élection présidentielle américaine de 1968, ils montrent comment les corrélations sont importantes entre les questions mises en vedette par les médias et les préoccupations des électeurs. Après enquête, ils ont conclu que les éditeurs et concepteurs de programmes des médias jouent un rôle très important dans la formation de la réalité sociale. Ceci, par la sélection et le classement des informations en leur disposition. Les professionnels des médias deviennent donc des auteurs d'un agenda public qui organisent et orientent toute la société selon leurs désidératas. Ils sélectionnent les thèmes qui doivent faire l'objet de discussion et de débat dans la société et en établissent un ordre de priorité. En somme, le public ajuste sa perception des événements qui surviennent dans le monde à l'importance que les médias leur accordent. De cette façon, si un média met en avant les thèmes de paix, de cohésion sociale et de vivre-ensemble, le public prendra conscience de l'importance de cette thématique dans sa vie quotidienne.

1.1.3. La théorie des médias chauds et froids de Mc Luhan (1964)

Mc Luhan (1964) fait savoir que « les médias sont le prolongement de nos sens ». Il catégorise les médias en deux grands groupes : les médias chauds et les médias froids. Un média est dit froid, selon lui, lorsqu'il encourage la participation de son audience, dès qu'il fournit peu d'informations. A titre d'exemples, il cite le téléphone, la télévision, la parole… qui sont des médias qui de faible définition et qui prolongent plusieurs sens.

A l'opposé, un média est dit chaud lorsqu'il fournit beaucoup d'informations à son audience. Il favorise par la même occasion, sa passivité. A titre d'illustration, il cite la radio, le cinéma, les livres, les journaux… qui prolongent un seul sens de l'homme et qui sont des médias de haute définition. Ainsi, la radio, média chaud rend l'homme passif augmentant l'influence de ce média sur son récepteur. Une personne soumise à des messages radios seraient donc très influencée par le message qu'il reçoit.

1.2. Ancrages méthodologiques

La présente étude est essentiellement qualitative et compréhensive. Pour collecter les données afin d'analyser en profondeur le rôle des médias, ici, des radios de proximité, dans le processus de reconstitution du tissu social en Côte d'Ivoire, une étude documentaire et des entretiens à quelques responsables de ces médias locaux ont été réalisés. Ces techniques ont permis d'atteindre l'objectif escompté. Selon M. Grawitz (1996, p. 288), les techniques se définissent comme « l'ensemble des moyens et des procédés qui permettent

au chercheur de rassembler des données et des informations relatives à son sujet de recherche. ». Ce sont les instruments de collecte des données au service des méthodes.

En ce qui concerne l'étude documentaire, une revue analytique des études réalisées sur le rôle et la responsabilité des médias en Côte d'Ivoire a été effectuée. L'analyse des documents numériques en lien avec la thématique et la revue des sites d'informations se rapportant aux médias (sites Internet de la HACA, de l'Union des Radios de Proximité de Côte d'Ivoire (URPCI), page web de quelques radios de proximité) et particulièrement à la communication numérique a également été effectuée.

Par ailleurs, des entretiens ont été réalisés auprès de dix responsables de sept radios de proximité émettant sur le territoire ivoirien. Les deux premiers responsables de l'URPCI ont également été interrogés. Ce procédé d'investigation scientifique utilisant la communication verbale qu'est l'entretien a permis de collecter des informations sur l'importance réelle des radios de proximité dans leurs différentes localités. Les perceptions qu'ont les animateurs de leurs supports ont aussi été dégagées.

2. Résultats

2.1. Un contexte social marqué par un antagonisme exacerbé des médias pendant les périodes électorales

De nombreuses études et un certain nombre d'observateurs ont fustigé le rôle nocif des médias dans les crises politiques en Côte d'Ivoire depuis 2000. M. Zio (2012) en a fait tout une démonstration dans son ouvrage «Les médias et la crise politique en Côte d'Ivoire ». Ainsi, pour lui, « les crises sont une épreuve pour les journalistes et la presse » (p. 2). Leur niveau de responsabilité sociale et leur professionnalisme de l'information sont mesurés à partir du traitement qu'ils font des nouvelles qu'ils diffusent. Les journalistes ivoiriens sont souvent jugés de fauteurs de troubles face aux nombreuses entorses à l'éthique et à la déontologie de leur métier qu'ils commettent souvent. Ces dérives atteignent leur point culminant pendant les périodes électorales. Les cas d'incitation à la violence, à l'exclusion, à la révolte et au crime, d'incitation au tribalisme, au racisme et à la xénophobie puis d'injures ou irrévérence sont légion dans les colonnes des journaux ivoiriens.

> L'injure ou irrévérence est la faute la plus commise. De 1998 á 2005, en dehors de l'année 2000, l'OLPED dénombre plus de 302 fautes de ce type dans la presse. Cela équivaut à au moins une faute par jour de

> parution en excluant les jours fériés où la presse écrite ne paraît pas. (M. Zio, *Ip.cit*. p. 22)

Le même auteur dénonce les Unes des journaux particulièrement « guerrières » (*Idem*, p. 30) et leurs « colonnes transformées en cimetières » (*Ibidem*, p. 32).

Dans le Réveil Hebdo n°331 du 31 janvier 2000, le ton, belliciste à souhait, est donné par la Une avec le titre d'un article signé par H. Ahossy : « Le président du RDR provoque. Les Ivoiriens indignés répliquent : « avant de diriger ce pays, Alassane doit marcher sur nos corps».

L'élection présidentielle de 2010 en Côte d'Ivoire a particulièrement déchaîné les passions entre les hommes politiques d'une part et entre les journalistes d'autre part. Les adversaires politiques se livrant à des injures et menaces directement et par presses interposées. Les dissensions idéologiques ont atteint leur paroxysme au cours de cette période dans le pays.

> Sous le titre : « Monitoring des médias : dérapages inquiétants dans la presse écrite privée », Reporters sans frontières écrit : « Reporters sans frontières exprime sa vive inquiétude face à l'outrance et la surenchère verbale utilisées, le 27 octobre 2010, à quatre jours du premier tour de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, par les quotidiens privés Le Nouveau Réveil, Notre Voie et Le Patriote. (*Ibidem*, p. 35)

Ces clivages manifestes à travers la presse se sont concrétisés sur le terrain. Après les discours prophétiques des médias annonçant la guerre, eux-mêmes protagonistes du conflit post électoral, les militaires et les civils se sont effectivement affrontés. Des morts ont été enregistrés et des biens détruits ; la cohésion sociale mise à mal.

En Côte d'Ivoire, les partis et les hommes politiques utilisent les médias pour accéder au pouvoir ou pour s'y maintenir ; ce qui ne devrait pas être le cas, car, « Les journaux devraient donc être appréhendés comme des journaux de combat » (Théroux-Bénoni, Bahi p. 211). Les canaux de diffusions de l'information, surtout les supports écrits, sont des espaces publics de lutte du pouvoir politique. Dès lors, la possession et la domination de l'espace médiatique se révèlent importants pour les formations politiques. L'enjeu n'est donc pas exclusivement d'ordre informationnel pour ces médias ivoiriens mais aussi d'ordre politique et social. (M.S. Frère 2000, 2005, cité par Théroux-Bénoni, Bahi, *Op. cit*.) quoique certains diffuseurs d'informations clament leur indépendance éditoriale.

Cependant, les médias internationaux ne sont pas neutres dans le paysage médiatico-politique ivoirien. La population et la presse elle-même portent un jugement de valeur sur ces médias. Ce qui place la radio internationale du groupe France Médias Monde-CFI/Radio France Internationale (RFI) au banc des accusés principaux. Ce média a déjà été suspendu par le régime de Laurent Gbagbo en 2005. Il a été accusé d'être partisan et proche de l'opposition, notamment du président du RDR d'alors, Alassane Ouattara.

2.2. La contribution spécifique des médias de proximité à la construction de la paix

2.2.1. Un cahier de charges apolitique

De par leur cahier de charges, les radios de proximité ne peuvent que contribuer à la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire. D'après le décret n°95-714 du 13 septembre 1995 fixant les règles de fonctionnement des radios de proximité, il est interdit à celles-ci de « diffuser des émissions à caractère commercial, ou de nature politique » (article 6). Il est clairement stipulé, en son article 3, qu'elles sont tenues, à travers leurs émissions en langues locales et en langue officielle, d'« accompagner et soutenir les initiatives et activités de développement socio-économique (des localités) en vue d'apporter à toutes les composantes sociales de la communauté, enrichissement culturel et divertissement. ». Elles assurent par ailleurs, au besoin, le relais des programmes des trois radios de service public de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI), à savoir : Radio Côte d'Ivoire (88MHz), Fréquence 2 (92 MHz) et Radio Bouaké (98,60 MHz).

Par conséquent, il est interdit aux radios de proximité de « produire et diffuser des émissions à caractère commercial ou de nature politique, ou produites ou conçues par ou pour tout mouvement ou organisation politique ou syndicale, que ces émissions donnent lieu ou non à la perception de recettes par l'exploitant et, d'une façon générale, de produire ou de diffuser toute émission contraire aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, à l'ordre public et à l'unité nationale » (décret n°95-714 du 13 septembre 1995, article 6).

2.2.2. Des programmes riches en émissions de divertissement et du « vivre-ensemble »

De par leurs programmes riches en émissions de divertissement, de loisirs et de ''vivre-ensemble'', les radios de proximité contribuent de façon pertinente au renforcement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Les responsables de l'URPCI le clament haut et fort : « Notre mission première,

c'est contribuer à la paix dans notre pays », explique le Secrétaire permanent de l'URPCI interrogé pendant l'enquête. En effet, une étude récente (M. Topé, 2023) effectuée auprès de Radio Alliance Terre Mer (Radio ATM) qui émet à partir de la fréquence 90.5 FM, dans la commune de Port-Bouët, corrobore ces propos.

Les enquêtes ont montré que les émissions qui traitent de culture-loisirs-musique, sont prédominants dans la grille des programmes, soit 35%. Viennent ensuite les émissions en lien avec la Jeunesse (24%), et le Genre (14%). « Les jeunes font beaucoup de dédicaces lorsque nous faisons certaines émissions culturelles. Ils aiment beaucoup cela », confie un animateur. Ce témoignage est confirmé par de nombreux auditeurs à l'exemple de E. Boua, résidente de la commune de Port-Bouët dans le sous-quartier du Wharf. « Cette radio nous fait oublier un peu notre stress par la musique. ».

La large plage horaire ans la grille des programmes de cette radio n'est pas fortuit. « Dans un pays comme la Côte d'Ivoire qui porte encore les séquelles crise postélectorale, il est mieux de jouer la carte de la détente, de l'apaisement et de la gaieté. Cela crée de l'espoir dans les cœurs et les esprits… », explique M. Kakou, l'une des animatrices et responsables de la radio ATM, interrogé au cours de l'enquête.

Dans une autre commune populaire d'Abidjan, Abobo, c'est le même constat. Un animateur de Abobo FM (88,9 FM) interviewé, revient sur les mêmes éléments. Il reconnait que les émissions musicales et de football dominent dans la grille de programme de son support. L'objectif est de décrisper les populations de cette commune, théâtre de violents affrontements pendant la guerre qui a secoué la Côte d'Ivoire en 2010.

Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, notamment dans la région du Tonkpi, le directeur de la radio Ouest FM tient des commentaires similaires à ses collègues. A la vérité, la région montagneuse du grand ouest ivoirien a particulièrement vécu des moments difficiles pendant les crises politiques de 2000 et 2010. Ce qui a occasionné un respect rigoureux du cahier de charges délivré par la HACA, manifeste dans le traitement de l'information pendant la tumultueuse élection présidentielle de 2020. « Nous nous sommes tenus à l'écart de la campagne présidentielle parce que nous avons été marqués par les drapages du passé », confirme M. Sialou, directeur de la radio. Au sud de Man, à Duékoué, la radio de la Voix du Guémon marche dans les sillons de paix tracés par la HACA. En effet, les agents de cette radio n'oublient pas la visite des hommes en armes dans leurs locaux leur enjoignant de lire leurs

communiqués. Toute chose qui explique pourquoi les radios de proximité en Côte d'Ivoire accordent beaucoup plus de temps au divertissement.

En effet, toutes les radios de proximité du pays ne peuvent s'éloigner de cette charte qui leur impose de diffuser des contenus « sains », non violents, promouvant le dialogue au sein des communautés. En effet, la mission de l'URPCI est de « soutenir les actions pour la consolidation de la paix, la cohésion sociale entre les communautés à la pratique et à l'exercice de la démocratie. ». Tel est le *leitmotiv* de cette association créée le 21 décembre 1999 à Abidjan par les concessionnaires des radios. L'impact de ces radios reste relativement important sur tout le territoire, étant donné qu'elles émettent aussi bien en français que dans cinquante-deux (52) langues nationales selon leurs zones d'implantation. (Urpci.net/urpci).

2.2.3. Quand la sensibilisation par les radios de proximité devient la stratégie mère des programmes de paix et des partenaires techniques et financiers

Les radios de proximité se posent comme le cœur du dispositif des programmes de sensibilisation à la paix, par les partenaires techniques et financiers des programmes de développement. Selon les dires du secrétaire administratif permanent de l'URPCI, interviewé lors de l'enquête, « C'est par ces médias de proximité que les bailleurs de fonds passent pour la diffusion de leurs spots. Ils sont à nos trousses pour cela. Nous sommes un vecteur de paix, j'insiste là-dessus ».

A ce titre, les animateurs et journalistes des radios de proximité font l'objet de formations de la part de leur faitière et des organisations nationales et internationales. Les exemples en sont nombreux. Ainsi, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé du 5 au 6 juin 2007 à Grand-Bassam, un séminaire de formation des responsables de radios de proximité en partenariat avec l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) et l'Union Nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI) en présence du ministre de la Communication, M. Ibrahim Sy Savané.

L'UNESCO est l'organe onusien en charge de l'éducation, la science et la culture qui s'occupe des thématiques liées aux médias. Cette agence a également financé des formations à l'endroit des acteurs des radios de proximité. Il en est de même pour l'UNFPA, l'agence onusienne en charge des questions liées à la population. Pour rendre efficace leur contribution au développement et à la paix, l'organisme a financé des ateliers de formation pour l'URPCI. Car, selon un agent de l'Institution internationale, les radios

de proximité constituent un pilier important dans leur dispositif de communication dans l'atteinte des cibles rurales.

Pour mieux aider les acteurs des radios de proximité à bien jouer leur rôle dans le processus de réconciliation et de prévention des conflits, RFI a déjà organisé plusieurs sessions de formation.

Conscients du rôle des radios dans la cohésion sociale et le dialogue intercommunautaire, l'ONUCI a plusieurs fois organisé des ateliers pour former les animateurs, journalistes, techniciens et responsables des radios en général et ceux des radios de proximité à la culture de la paix et de la cohésion sociale. L'organisation onusienne a même ouvert une radio en Côte d'Ivoire dès le début de sa mission : ONUCI FM, en 2004, en pleine crise politico-militaire. Cette radio deviendra plus tard, à partir du 1er mars 2017, La Radio de la paix, dirigée par la Fondation Félix Houphouët Boigny pour la recherche de la paix à Yamoussoukro.

Les formations sont efficaces et utiles aux producteurs, réalisateurs, animateurs et journalistes des radios de proximité. Ces derniers glanent des lauriers et sont reconnus par leurs paires comme des professionnels. D'ailleurs, en 2016 et 2021, des journalistes de radio Yopougon et radio Adjamé ont respectivement reçu la distinction de meilleur journaliste de l'année avec le prix Ebony (Prix national récompensant les meilleurs journalistes ivoiriens).

3. Discussion

3.1. Les radios de proximité ou instruments de réconciliation en Afrique et ailleurs

Le rôle des médias communautaires dans la stabilisation des régions post-crise comme la Côte d'Ivoire a déjà fait l'objet de plusieurs réflexions. En effet, les résultats de l'étude de M. Siaudeau (2014) confirment la démarche ci-dessus développée. En d'autres termes, les radios de proximité, également baptisées radios communautaires, jouent un rôle indéniable dans le processus de réconciliation des régions déstabilisées par des conflits. Cela est d'autant plus vrai que ces médias sont les plus proches des populations. En plus, ils répondent au besoin d'information immédiat des populations aussi bien urbaines que locales.

> En Afrique, la naissance de stations de radio communautaires a permis aux populations éloignées des centres urbains d'accéder au contenu radiophonique qui véhicule « la voix des sans voix. Ces nouveaux

> espaces démocratiques permettent aux citoyens et aux organisations de la société civile de s'exprimer. (Siaudeau, 2014, p. 12).

Ces radios destinées à l'information locale et à l'animation des collectivités « ont pour vocation de réduire les conflits locaux, promouvoir la scolarisation des jeunes et en particulier des jeunes filles, favoriser l'enracinement des valeurs civiques, diffuser la culture et la musique traditionnelle. » (*Ibidem*). M. Siaudeau explique également que la musique occupe une place de choix dans les programmes diffusés en français et en langues locales, « le vivre-ensemble étant devenue une priorité au même titre que la sécurité et l'aide au développement ».

Dans cette perspective, les organisations nationales et internationales qui militent dans le domaine de la paix s'appuient sur les radios locales pour atteindre leurs objectifs sur le terrain. La Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a suivi le même procédé qu'en Côte d'Ivoire avec l'ONUCI. Depuis 2015, l'agence onusienne locale a investi plus de 615 millions de Francs CFA (https://peacekeeping.un.org/fr). La MINUSMA s'est engagée à soutenir les radios de proximité et les antennes régionales de l'Office de Radio et Télévision du Mali (ORTM). Les responsables de l'Institution expliquent cette posture par le fait que ces instances de production de l'information de proximité jouent un « rôle significatif » (*Idem*) dans l'accompagnement du processus de paix par la promotion de la cohésion sociale.

Même dans les pays du nord, les radios de proximité interviennent pour « adoucir les mœurs ». En France, la crise sanitaire à coronavirus a été l'occasion de vérifier ce propos. Julie Castillo, maire de Casteljaloux, confirme l'intérêt de la proximité avec les radios (https://aqui.fr). Pour elle, la radio et les élus ont en partage, « un engagement de proximité et un engagement du territoire rural ». Elle fait remarquer que la force de ce média, c'est sa proximité avec les populations. « Une proximité qui a du sens et qui permet une communication facile. La radio locale connaît son territoire et ses habitants. (…) Et c'est cette force qu'il faut préserver ! ». La radio locale a donc une place importante dans le tissu médiatique français. Quel que soit la nature de la crise, qu'elle soit politique, sanitaire, économique…, la radio de proximité a les moyens de rassurer ses auditeurs puis de créer et maintenir un climat apaisé.

M. Kimani (2007) l'a aussi montré. Dans son analyse de la situation en Ouganda, il ressort que la radio est faiblement écoutée dans ce pays. L'exemple de Radio Mega FM est pertinent. Lancé en août 2002 grâce au gouvernement ougandais aidé par le Royaume Uni, la station a pour objectif

de fournir aux Ougandais du Nord des informations pour les engager dans les questions de paix. Malgré cette noble vocation, l'audience est restée mitigée dans cette partie du pays. M. Kimani a toutefois révélé que, contrairement aux régions pacifiées, la radio a un impact certain dans une région ravagée par plusieurs années de conflits dus à l'Armée de résistance du Seigneur (LRA).

> Oryema, un ancien enfant-soldat de la LRA qui l'a quittée pour retourner chez lui explique pourquoi : « Tuer ne me posait aucun problème. Jusqu'à ce que je commence à écouter Radio Mega. C'est réellement à la radio que j'ai entendu raconter comment nous brûlions les villages… Et j'ai commencé à réfléchir. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à comprendre qu'il y avait sans doute mieux à faire que rester ici dans la brousse ». (https://www.un.org/africarenewal/fr)

Tel est le témoignage rapporté par M. Kimani. La radio de proximité demeure donc un support important pour une transition vers la paix et une reconversion des anciens soldats. Média chaud selon le mot de Mc Luhan, la radio fournit suffisamment d'informations à son récepteur, de sorte qu'il agit fortement sur ses connaissances et attitudes.

Cela dit, cette influence peut alors être positive ou négative. Le cas de la tristement célèbre Radio Mille Collines du Rwanda montre comment une radio peut être actrice et faiseuse de guerre. Le rôle de *gatekepping* et de l'*agenda setting* expliquent comment ces médias de proximité peuvent choisir de mettre en avant la paix ou la guerre. Manipulés par le politique, ils peuvent devenir très dangereux en vertu de leur proximité et donc leur influence certaine sur leur public.

Créé en juillet 1993, la Radiotélévision libre des Mille Collines (RTLM) a encouragé et participé activement au génocide des Tutsis au Rwanda Tutsis (M.S. Frère, 2005). A travers des messages diffusés en boucle, cette instance de production de l'information a semé la haine dans le cœur des populations. Elle a contribué à une tentative de « nettoyage » et d'« éradication totale » des Tutsis. Face à de telles dérives dont les médias peuvent se rendre coupable, s'impose la promotion de l'éthique et de la déontologie

3.2. L'éthique et la déontologie pour des radios de proximité actrices de paix

La question de l'éthique et de la déontologie devient cruciale dans l'exercice du métier de producteur d'information de proximité. Cela est valable pour tout journaliste. En Côte d'Ivoire, l'Observatoire de la liberté de la presse, l'éthique et de la déontologie (OLPED) est l'organe de contrôle et de régulation des médias. En dépit du contrôle effectué, de nombreux

journalistes ne respectent souvent pas les dispositions du code d'éthique et de déontologie du journaliste ivoirien (C. Gnonzion, 2008).

> Ces journalistes jouent plus, le rôle d'intermédiaire ou de facilitateur, que d'espion ou de délateur. Ils sont dans leurs organes de presse où ils assument le rôle de journaliste, mais ils sont également au service d'hommes, de partis ou d'institutions politiques. Ils ont un salaire de leur organe de presse et ils émargent également auprès d'institutions politiques. Cette ambiguïté de rôle amène certains journalistes à endosser la veste de chargés de communication, ne serait-ce que pour une manifestation. (C. Gnonzion, *Op. cit*. p. 77-78)

Pour des fins économiques, matérialistes et politiques, les journalistes oublient parfois qu'ils sont liés et astreints au respect du code de la déontologie de leur métier. Ils s'érigent souvent en militants de partis politiques se livrant à des invectives (M. Zio, 2012, et P. Ibitowa, 2012) ou à des défenseurs de chefs d'entreprises et de hauts responsables de l'administration. Les organes de régulations interviennent donc pour rappeler à l'ordre les journalistes qui bafouent les règles de base de leur métier.

En outre, certaines Institutions ont développé le concept de « journalisme de paix » (A D. Koffi-Kra, 2022) afin que les médias, connus pour leur influence plus ou moins directs sur les populations, soient des acteurs de paix, de cohésion sociale et des promoteurs des valeurs morales.

Conclusion

Le rôle des médias dans les crises continue d'alimenter des débats et discussions (P. Ibitowa, 2017). Dans le microcosme, les radios de proximité peuvent à fois être des vecteurs de paix ou de guerre. En Côte d'Ivoire, la radio communautaire est mise à contribution dans le processus de réconciliation nationale. Cette mission semble être bien remplie par ces instances de production d'information locale. De par leur cahier de charges, leur grille de programmes, les radios de proximité deviennent des leviers incontournables pour les institutions nationales et internationales désireuses d'apaiser et de pacifier le climat social en Côte d'Ivoire. Après des temps forts du conflit postélectoral, les radios de proximité jouent un rôle de médiation et de paix dans la construction du tissu social. Dans les zones urbaines, périurbaines et rurales, elles sont devenues des piliers indispensables de la cohésion sociale dans le pays. Leur rôle clé dans le processus de réconciliation nationale est perceptible à travers la diffusion d'émissions musicales et culturelles. Autrement dit, la musique, la culture, la santé et l'histoire se mettent au service de la paix et de la cohésion sociale, par le truchement des radios de proximité en Côte d'Ivoire.

Références bibliographiques

BLE R.G. 2009. « La guerre dans les médias, les médias dans la guerre en Côte d'Ivoire », Afrique *et développement*, Vol. XXXIV, No. 2, p. 177–201 © Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 2009 (ISSN 0850-3907)

CHARRON J.1995. « Médias et source : les limites du modèle de l'agenda setting », *Hermès,* Paris, n°17/18 in *Communication et politique*, p 81-97.

FIDH, 2012, *Rapport d'enquête sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire survenues dans la période du 31 octobre 2010 au 15 mai 2011*

FRERE, M.-S.2005. « Médias en mutation : De l'émancipation aux nouvelles contraintes », *Politique Africaine*, no. 97, pp. 5-17.

GNONZION C.2017.« À propos des responsabilités philanthropiques et éthiques des entreprises de presse en Côte d'Ivoire » in *Communication en Question*, nº9, Nov. / Décembre 2017 - ISSN : 2306 - 5184 60

GNONZION C.2008.« Perdiem, gombos et mesures d'accompagnement : les mots et les rites de la corruption dans la presse ivoirienne », *European Scientific Journal* October edition vol. 8, n°.23 ISSN: 1857 – 7881

IBITOWA P. et al., 2017. *Etude diagnostique de la situation des médias : presse, presse en ligne, radio et télévision, entrave à la professionnalisation et mesures correctives*, Ministère de la communication, UNESCO

KIMANI M. 2007. « La radio, instrument de réconciliation » in *Afrique Renouveau*, Vol. 21, Issue 3, 2007 DOI: https://doi.org/10.18356/8535b389-fr, consulté le 15 mars 2023 sur https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/october-2007

KOFFI-KRA A. D. 2022. « Le journalisme de paix en République Démocratique du Congo : entre fonction de journalisme et médiateur de paix, le cas de la radio Okapi », RadioMorphoses [En ligne], 8 | 2022, mis en ligne le 27 décembre 2022, consulté le 22 mai 2023 sur URL : http:// journals.openedition.org/radiomorphoses/2972

GRAWITZ M. 2002. *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 11è éd.

MC COMBS M., Shaw D. 1972. « The Agenda-Setting Function of Mass Media » in *The Public Opinion Quarterly*, Oxford, Oxford University Press, vol. 36, n°2 (summer), pp. 176-187 (12 pages)

MC LUHAN M.,1964 (reéd 2015). *Pour comprendre les médias : les prolongements technologiques de l'Homme*, Paris, Points, pp. 37-40

NDA P. 2015, *Recherche et méthodologie en sciences sociales, et humaines - Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel et son article*, Paris, L'Harmattan

VOIROL O. 2010, « *la théorie critique des médias de l'Ecole de Francfort : une relecture Mouvements »*, vol.1, n°61, pp 23- 32

QUIVY R., CAMPENHOUDT L.V.2002. *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, Paris, pp 21-22.

SOLERVICENS M. «Les défis des radios communautaires dans le monde ». *Diversité et indépendance des médias*, édité par Isabelle Gusse, Presses de l'Université de Montréal, 2006, https://doi.org/10.4000/books.pum.10290.

SIAUDEAU M. 2014. Le rôle des médias communautaires dans la stabilisation des régions de post-crise en Afrique. Etude de cas : la spécificité des radios de proximité de Côte d'Ivoire, Internews Europe, consulté le 10 mars 2023 sur http// : www.internews.eu/About-Us/Ressourecs

TOPE M. 2023. « La radio ATM dans le développement de la commune de Port-Bouët », www.communicationenquestion.com

WHITE D. M. 1950. « The Gatekeeper: A Case Study in the Selection of News » *Journalism Quarterly*, n°27, London, Free Press of Glencoe, pp.383-391.

WOODROW A.1988, *Les médias : Quatrième pouvoir ou cinquième colonne*, Paris, Ed. du Félin, 257p.

ZIO M. 2012. *Les Médias et la crise politique en Côte d'Ivoire*, Legon, Fondation pour les médias en Afrique de l'ouest

HACA, « Répertoire des radios de proximité » consulté sur https://www.haca.ci/annuaires/repertoire-des-operateurs-radio, le 10 avril 2024.

MINUSMA, « ce que nous faisons » consulté sur https://peacekeeping.un.org/fr/what-we-do, le 7 juin 2024.

URPCI, « Présentation de l'URPCI », consulté sur https://www.urpci.net/urpci, le 15 avril 2024.

Biographie

Michelle Topé épouse Gueu est enseignant-chercheur à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, depuis février 2018. Par ailleurs journaliste indépendante, ses articles scientifiques gravitent autour de l'axe Genre, Médias et Développement. Elle a entre autres publié « Usage et pratiques des outils de communication chez les femmes analphabètes du secteur vivrier en Côte d'Ivoire » en décembre 2019 dans la *Revue ivoirienne des Sciences du Langage et de la Communication,* n°13*,* Université de Bouaké, Côte d'Ivoire, ISSN : 1996-8310, ISBN : 2-84220-031-4*,* pp. 625-640

Copyrights

Le copyright de cet article est conservé par l'auteur ou les auteurs, les droits de première publication sont accordés à la revue. *L'article, sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International, est la propriété intellectuelle de cet(s) auteur*(s). Cahiers Africains de rhétorique © 2022 by UMNG-FLASH is licensed under CC BY-NC 4.0